

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue du curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 27/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL BBCI (ex Ain Jura Enrobés)

14 rue de l'Industrie
25660 Saône

Références : LB/MB/2025/L_378
Code AIOT : 0005902001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement SARL BBCI (ex Ain Jura Enrobés) implanté Lieu-dit Aux Troussent ZI n° 160 39140 Larnaud. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

La visite est une visite de récolement pour vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2024-66-DREAL du 20 décembre 2024.

Une partie des prescriptions a été contrôlée par l'inspection, mais l'exploitant doit s'assurer de la conformité de ses installations à l'intégralité des actes administratifs et de la réglementation qui s'appliquent.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL BBCI (ex Ain Jura Enrobés)
- Lieu-dit Aux Troussent ZI n° 160 39140 Larnaud
- Code AIOT : 0005902001
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 320 du 7 février 2000, la société Bonnefoy Béton Carrières Industrie (BBCI) INDUSTRIE est autorisée à exploiter une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune de Larnaud.

Par demande du 27 septembre 2023 (complétée en dernière date le 11 septembre 2024), la société Bonnefoy Beton Carrières Industrie, a sollicité une demande d'extension du site de l'actuelle centrale d'enrobage avec création d'une station de transit de déchets inertes (déchets d'enrobés bitumeux issus de chantiers routiers).

Un précédent dossier de porter à connaissance (PAC) a été déposé en 2021 pour la déclaration de changement d'exploitant, la modification des données parcellaires et modifications sur l'installation de la centrale d'enrobage (remplacement de la centrale d'enrobage pour une centrale d'une capacité de production de 300 t/h).

L'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2024-66-DREAL du 20 décembre 2024 intègre toutes les modifications engendrées par les deux PAC précités.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de situation	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 1.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Prévention de la pollution des eaux: plan des réseaux	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.1.1.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Prévention pollution des eaux : surveillance	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Protection de la qualité de l'air: surveillance	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des rejets			
6	Registre déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Gestion des déchets reçus par l'installation	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 2.3.2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Prévention des nuisances sonores: mesures périodiques	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
10	Registre inventaire et état stocks produits dangereux	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.5.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Protection espèces protégées: mesures ERC	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Protection espèces protégées: mesures de suivi	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention de la pollution des eaux : entretien installation de traitement	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les travaux d'extension du site de la centrale d'enrobage avec création d'une station de transit de déchets inertes (déchets d'enrobés bitumeux issus de chantiers routiers) sont terminés et que les travaux de reconstruction des bureaux /base de vie sur la partie est du site étaient en cours de finalisation.

Sur les 12 points contrôlés, 11 nécessitent des actions correctives et/ou justificatifs et des améliorations sont attendues **rapidement** concernant, notamment :

- la qualité et le report des éléments attendus sur les plans (plan du site, plan des réseaux, plan de localisation des risques) ;
- les conditions de prélèvement des mesures de rejets aqueux ;
- la gestion des déchets et les registres des déchets (entrants et sortants) ;
- les mesures sonores en période nocturne ;
- le respect des mesures ERC (éviter, réduire, compenser) concernant la protection des espèces protégées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de situation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, plan de situation			
Prescription contrôlée :			
ARTICLE 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
N° rubrique	Désignation des activités	Capacité maximale autorisées	Classement projeté
2521-1	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers - combustible : GPL - puissance brûleur : 19,8 MW	300 t/h	E
4718-2b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz	70 m³ soit 35 tonnes	DC

	<p>matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) ;</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>2. Pour les autres installations :</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t</p>		
4801-2	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t</p>	4 x 80 m ³ soit 280,3 t	D
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non	8 400 m ²	D

	<p>ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques</p> <p>La superficie de l'aire de transit étant :</p> <p>2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²</p>		
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant a transmis par courrier électronique du 18/09/2025, un plan du site, échelle 1/500, daté du 19/09/2025 : ce plan, sans légende, ne présente pas les installations avec leurs références.

L'exploitant a transmis le 10/10/2025 en version papier un plan global du site, réalisé en interne par la société BBCI, daté du 02/10/2025, échelle 1/500.

NON-CONFORME :

les installations mentionnées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/12/2024, ne sont pas reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention de la pollution des eaux: plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, plan réseaux eau

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution

<p>alimentaire...);</p> <ul style="list-style-type: none"> • les secteurs collectés et les réseaux associés ; • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...); • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni par courrier électronique du 18/09/2025, le plan des réseaux issus du PAC de 2023 : il est daté du 16/12/2024.</p> <p>L'exploitant a transmis le 10/10/2025 en version papier un plan global du site, réalisé en interne par la société BBCI, daté du 02/10/2025, échelle 1/500.</p> <p>Sur ce plan les réseaux sont reportés et la zone des bureaux reconstruits a été mise à jour.</p> <p>NON-CONFORME :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les points de rejets des eaux (pluviales et usées) ne sont pas reportés sur le plan ; - il manque le point de prélèvement EP3.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Prévention de la pollution des eaux : entretien installation de traitement

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, entretien installation de traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p> <p>Les séparateurs à hydrocarbures sont nettoyés /vidangés au minimum une fois par an et le bassin de rétention étanche est curé tous les 10 ans.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'avait pas mis en place de registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé : par courrier électronique du 02/10/2025, il a transmis un registre des incidents de rejets d'eaux.</p> <p>Les séparateurs à hydrocarbures (hormis le séparateur à hydrocarbures lié à la plateforme située en aval du bassin de stockage des eaux pluviales car mis en service en avril 2025) ont été nettoyés</p>

en février 2025.

L'exploitant a présenté un bordereau de suivi de déchets dangereux (BSDD) daté du 24/02/2025, avec les caractéristiques suivantes :

- code déchet : 13 05 08* ;
- dénomination usuelle : mélange de déchets de séparateur ;
- quantité : 4 tonnes estimées ;
- installation de destination : EDIB à Longvic (21600).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention pollution des eaux : surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance effluents

Prescription contrôlée :

Des mesures doivent être réalisées sur les effluents avant rejet.

Elles concernent :

- le point de prélèvement 1 : situé en aval du point de rejet EP1, dans fossé de la ZAC en direction du ruisseau de la Madeleine, défini à l'article précédent ;
- le point de prélèvement 2 (point de contrôle interne au site) : situé en aval du séparateur à hydrocarbures situé en aval du bassin de rétention étanche, défini à l'article précédent ;
- le point de prélèvement 3 : situé en aval du point de rejet EP3, défini à l'article précédent.

Pour ces points de rejets, les mesures :

- portent sur la température, le pH, les MEST, la teneur en hydrocarbures totaux ;
- ont une fréquence annuelle ;
- sont réalisées suivant les normes de références en vigueur.

Constats :

L'exploitant précise en séance que les prélèvements ont été faits en interne par le laboratoire de la société BBCI et qu'ils sont ensuite transmis au laboratoire QUALIO pour analyses.

L'exploitant a transmis par courrier électronique du 10/10/2025 le rapport d'essai du laboratoire QUALIO, pour les analyses des rejets d'eau sur les 3 points de prélèvements.

Les prélèvements effectués le 30/09/2025, ont été réceptionnés le 01/10/2025 par QUALIO.

NON-CONFORME :

Les résultats présentent des valeurs conformes aux valeurs limites, cependant il n'est pas indiqué la procédure et le mode des prélèvements (possibles prélèvements instantanés).

A noter, la modification suivante :

- le point de prélèvement P2 a été modifié par rapport au projet du dossier de PAC de 2023 et au plan des réseaux présent en annexe 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/12/2024.

En effet, le positionnement des réseaux et du séparateur à hydrocarbures en aval du bassin de rétention étanche créé sur la zone d'extension, a été modifié.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> il est demandé à l'exploitant d'expliquer la procédure présentée en inspection : prélèvements réalisés en interne par BBCI et analyses faites par QUALIO.

Il est demandé également de préciser la méthode de prélèvement : mesures à partir de prélèvements en continu réalisés sur 24 heures ou prélèvements instantanés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Protection de la qualité de l'air: surveillance des rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Surveillance des émissions atmosphériques

L'exploitant doit respecter la surveillance prescrite dans l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé, en ce qui concerne les rejets atmosphériques de la centrale d'enrobage.

Constats :

Par courrier électronique du 02/10/2025, l'exploitant a transmis un devis établi le 23/06/2025 par la société SOCOTEC Environnement pour la réalisation des mesures de rejets atmosphériques de la centrale d'enrobage.

Le devis est signé par la société BBCI, mais la date d'intervention n'est pas précisée.

=> transmettre à l'inspection dès réception les résultats de mesures atmosphériques, accompagnés des commentaires pertinents de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Registre déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :a) Concernant la

date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

NON-CONFORME :

par courrier électronique du 24/09/2025, l'exploitant a transmis un registre intitulé "relevé des produits livrés" sur la période du 01/09/2025 au 23/09/2025.

Ce document n'est pas un registre de déchets entrants conforme, car il manque les éléments suivants :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de

collecte des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> transmettre le registre des déchets entrants conforme, complété des éléments manquants, depuis janvier 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Gestion des déchets reçus par l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Origine des déchets reçus

Les matériaux entreposés sur la nouvelle plateforme sont exclusivement composés de déchets d'enrobés bitumeux issus de chantiers routiers.

[...]

Les déchets autorisés à être reçus sur le site sont les suivants :

Nature du déchet	Code	État	Quantités maximales présentes sur le site	Conditions de stockage temporaire	Filière de traitement
Agrégats d'enrobés routiers	17 03 02	solide	2 3 1 0 0 tonnes *	entreposage en vrac au sol (îlots sur	Ré-emploi par intégration

routiers Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron				(îlots sur plateforme dédiée)	intégration au procédé d'enrobage
----------------------------------------------------------------------------	--	--	--	-------------------------------------	--------------------------------------------

* Quantité estimée sur la base du volume projetée et d'une masse volumique de 1,5 t/m³ pour les agrégats d'enrobés routiers en vrac

Constats :

NON-CONFORME :

dans le registre transmis par l'exploitant (cf. point de contrôle n° 6 : registre déchets entrants), les déchets non autorisés suivants sont répertoriés :

- MATERIAUX BLANCS BRUT REVALORISABLE SANS INTERVENTION - code déchet 17 05 04 ;
- DEBLAIS TERRE ET CAILLOUX - code déchet 17 05 04 ;
- DEBLAIS BETON NON FERRAILLE - code déchet 17 01 01.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- d) Concernant la gestion et le transport du déchet :
 - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
 - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- e) Concernant la destination du déchet :
 - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
 - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
 - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
 - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
 - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Constats :

NON-CONFORME :

l'exploitant ne tient pas de registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> transmettre le registre des déchets sortants conforme, depuis janvier 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prévention des nuisances sonores: mesures périodiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, mesures périodiques des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit réaliser une campagne de mesures de bruit résiduel en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée (ZER) les plus proches dans les six mois après la notification du présent arrêté, afin notamment de vérifier le respect des valeurs limites réglementaires indiquées à l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000. La campagne de

mesures doit prendre en compte la plage de nuit et la plage de jour.

Constats :

NON-CONFORME :

L'exploitant n'a pas réalisé une campagne de mesures de bruit résiduel en limite de propriété et au niveau des zones à émergence réglementée (ZER) les plus proches dans les six mois après la notification du présent arrêté (AR daté du 03/01/2025).

Par courrier électronique du 08/10/2025, l'exploitant a transmis le rapport de suivi environnemental des niveaux sonores pour l'année 2025.

Les mesures ont été réalisées par Sciences Environnement le 01/10/2025, en fonctionnement et en arrêt du site, les installations étant en activité de 05h30-8h00 et 10h00-12h00.

5 mesures ont été effectuées (3 mesures avec le site en fonctionnement et 2 mesures le site à l'arrêt).

=> La campagne de mesures n'a pas pris en compte la plage de nuit, les mesures ayant été réalisées sur la plage 7h à 22h.

Par ailleurs, le niveau de bruit maximum en limite de propriété définie à l'article 26 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2000 est fixé à 67 dB(A) et non 70 dB(A) comme indiqué dans le rapport établi par Sciences Environnement en page 13.

A noter :

Les émergences calculées au niveau des différentes ZER sont inférieures au seuil toléré par la réglementation, pour la période de jour (7h-22h).

La mesure en limite de site montre une LAeq inférieure au seuil toléré par la réglementation en limite d'autorisation, pour la période de jour (7h-22h).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

=> L'exploitant doit faire une campagne de mesures sonores pendant la plage de nuit (22h à 7 h).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 10 : Registre inventaire et état stocks produits dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Registre inventaire et état stocks produits dangereux

Prescription contrôlée :

Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'exploitant tient à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages, l'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement). Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier, les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les

substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

NON-CONFORME :

Par courrier électronique du 02/10/2025, l'exploitant a transmis un inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement .

Cependant, cet inventaire n'indique pas l'état physique et l'emplacement de ces produits et il manque le plan des stocks annexé.

Par contre, l'exploitant a fourni les FDS associés aux produits mentionnés dans l'inventaire.

L'exploitant a transmis le 10/10/2025 en version papier un plan de localisation des risques, réalisé en interne par la société BBCI, daté du 02/10/2025, échelle 1/500.

NON-CONFORME :

Ce plan, sans légende, n'identifie pas les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Protection espèces protégées: mesures ERC

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.6

Thème(s) : Autre, mesures ERC espèces protégées

Prescription contrôlée :

ARTICLE 2.6.1. Mesures d'évitement

ME1 - Adaptation géographique de la solution retenue (E2.1b)

L'exploitant doit (figure 1) :

- conserver 118 ml de haie sur les 138 m de départ, dont l'intégralité des Aulnaies riveraines (habitat communautaire prioritaire) ;
- créer 2 ouvertures de 10 m chacune au sein de la haie permettant le passage au nord des engins qui devront alimenter la centrale et le passage, au sud, des camions d'approvisionnement effectuant les livraisons.

ME2 - Évitement des périodes sensibles pour la faune (E4.1a)

Le défrichement et le décapage des sols doivent avoir lieu entre le 1er septembre et le 15 mars, en dehors des périodes de reproduction des oiseaux.

ARTICLE 2.6.2. Mesures de réduction

MR1 - Installation de passage à faune (R3.1a)

Deux passages à petite faune doivent être installés au niveau des ouvertures réalisées au sein de la haie (figure 2). Ces passages doivent être réalisés à l'aide de buses ovoïdes ou triangulaires permettant aux amphibiens, reptiles et petits mammifères de circuler, selon un axe nord-sud, au sein du site.

MR2 - Plantation d'une haie sur merlon (R2.2k)

Afin de limiter la perception visuelle et les nuisances sonores de l'activité industrielle vers les zones habitées ou circulées, l'exploitant doit ériger un merlon de 2 m de haut sur le pourtour de l'extension, en continuité du merlon existant (figure 3).

Une haie doit être plantée en doublement de ce merlon afin d'intégrer dans le paysage cet élément non naturel. Cette haie doit être implantée avant le 31 décembre 2025.

Caractéristiques de la haie :

- haie mixte, à dominante arbustive avec quelques arbres ;
- espèces à planter : Prunellier, Aubépine monogyne, Sureau noir, Fusain d'Europe, Troène, Cornouiller sanguin pour les arbustes et Erable champêtre, Frêne, Merisier pour les arbres ;
- densité de plantation : arbustes tous les mètres et arbres tous les 50 m ;
- plantation sur un seul rang.

Constats :

Mesures d'évitement :

ME1 - Adaptation géographique de la solution retenue (E2.1b)

Deux ouvertures pour le passage des engins ont été réalisées dans la haie existante et le reste de la haie n'a pas été touché.

ME2 - Évitement des périodes sensibles pour la faune (E4.1a)

Par courrier électronique du 02/10/2025, l'exploitant a transmis une facture datée du 13/02/2025 pour "broyage d'arbres", émise par l'entreprise TRAVAUX FORESTIERS à Malange (39).

NON-CONFORME :

la facture ne précise pas la date d'intervention des travaux.

Mesures de réduction :

MR1 - Installation de passage à faune (R3.1a)

Lors de la visite d'inspection, les passages à petite faune n'étaient pas repérables sur le site.

NON-CONFORME :

Par courrier électronique du 02/10/2025, l'exploitant a transmis des photographies permettant de vérifier la mise en place des passages, mais ceux-ci n'ont pas été réalisés à l'aide de buses ovoïdes ou triangulaires.

Au vu des photographies des passages pour la faune (qui a priori avaient été recouverts par les tas de terre), il conviendrait de mettre en place une protection pour éviter que ceux-ci soient de nouveau obstrués.

L'exploitant prendra l'attache du service "biodiversité, eau, patrimoine" du siège de la DREAL BFC afin d'avoir un avis sur la meilleure méthode à utiliser.

MR2 - Plantation d'une haie sur merlon (R2.2k)

Lors de la visite sur site, l'inspection constate la réalisation du merlon sur le pourtour de l'extension, en continuité du merlon existant, ainsi que la plantation d'une haie sur l'arête du merlon.

Par courrier électronique du 02/10/2025, l'exploitant a indiqué que l'entreprise ayant effectuée les travaux confirme les 2 mètres de hauteur du merlon.

L'exploitant a transmis un devis réalisé par l'entreprise ALBIZZIA (25 170 Ruffey-le-Château) du 22/01/2025, pour la réalisation et la plantation de la haie : les essences citées dans le devis correspondent aux essences préconisées dans l'arrêté préfectoral.

=> l'exploitant précise par ailleurs que la haie n'a pas encore été intégralement plantée, mais que le reste sera fait en octobre/novembre 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Protection espèces protégées: mesures de suivi

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.6.3

Thème(s) : Autre, mesures de suivi espèces protégées

Prescription contrôlée :

Un suivi écologique doit être réalisé par un écologue sur l'ensemble des espèces d'avifaune présentes dans l'emprise générale du site. Ces suivis devront avoir lieu en année N+1, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30 (N étant l'année de notification du présent arrêté).

Les protocoles et modalités mis en œuvre pour la réalisation de ce suivi doivent être transmis à la DREAL avec le premier compte-rendu du suivi réalisé pour l'année N+1.

Les objectifs de ce suivi doivent évaluer la pertinence des mesures de gestion mises en œuvre au travers de l'évolution des habitats naturels en fonction de l'objectif écologique (amélioration, création ou renaturation d'habitats), étudier l'évolution des populations et des espèces protégées concernées à intégrer dans un suivi des populations et des espèces à l'échelle de l'aménagement et réajuster certaines modalités de gestion ou de restauration afin d'optimiser la plus-value environnementale de chaque mesure.

Ce suivi doit faire l'objet de comptes-rendus qui sont transmis au plus tard le 31 décembre de l'année de sa réalisation au service biodiversité eau patrimoine de la DREAL.

Chaque compte-rendu doit comprendre, outre les évaluations des mesures et éventuelles propositions d'action, a minima, les éléments suivants relatifs aux inventaires, lesquels sont également fournis au format tableau informatique :

- le nom de l'opérateur ;
- les noms scientifique et vernaculaire de chaque espèce ;

- le lieu d'observation (coordonnées GPS, si possible en Lambert 93 ou préciser la projection) ;
- la date de l'opération.

Les données contenues dans ces comptes-rendus doivent être librement utilisées par la DREAL dans le respect des droits moraux de l'auteur.

Constats :

NON-CONFORME :

le suivi écologique pour l'année N+1 (N étant l'année de notification du présent arrêté) n'a pas encore été réalisé et l'exploitant ne justifie de la commande en cours de ce suivi pour lequel le compte-rendu doit être transmis au plus tard le 31 décembre de l'année de sa réalisation au service biodiversité eau patrimoine de la DREAL.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois